

Sans nouvelles réponses, Stéphane Travert déçoit vivement

© 29/03/2018 | 👤 Arnaud Carpon • 📰 TERRE-NET MÉDIA

Venu clôturer le congrès de la FNSEA à Tours jeudi 29 mars 2018, le ministre de l'agriculture n'a pas apporté, selon Christiane Lambert et les congressistes, de réponses supplémentaires aux nombreuses revendications du syndicat majoritaire. Las des discours de méthode et de pédagogie, les agriculteurs de la FNSEA attendent toujours « du concret » sur des réformes qui, craignent-ils, pourraient faire « pschitt ».



Christiane Lambert, présidente de la FNSEA, et Stéphane Travert, ministre de l'agriculture, à la tribune du congrès de la FNSEA jeudi 29 mars 2018. (@@FNSEA)

En audio, la vive déception de Christiane Lambert sur l'intervention de Stéphane Travert

(Cliquez ici sur le bouton lecture pour entendre la réaction de Christiane Lambert)

Pour son premier **congrès de la FNSEA** en tant que **ministre de l'agriculture, Stéphane Travert** ne s'attendait pas à convaincre les près de 1 000 **agriculteurs** de la **FNSEA**, réunis en **congrès annuel** à Tours depuis mardi 27 mars. Et effectivement, venu clôturer l'événement jeudi 29 mars, il n'a pas convaincu. Pire, **Christiane Lambert** n'a pas été avare en critiques à l'égard du ministre devant la presse à l'issue de son intervention. À peine Stéphane Travert avait-il terminé son discours que l'éleveuse du Maine-et-Loire rebondissait sur ses propos pour mieux exprimer le mécontentement des congressistes, outrepassant au passage le « protocole » voulant que la parole d'un ministre ou d'un chef d'État n'appelle jamais de surenchère publique immédiate.

« Je salue votre fermeté sur la première partie des **États généraux de l'alimentation**. Mais j'ai noté des renoncements dans votre discours. Sur les évolutions de **l'assurance multirisques climatiques** permise par le règlement omnibus par exemple : dommage que la France n'utilise pas les nouvelles possibilités », a-t-elle expliqué au ministre.

Dans son discours, Stéphane Travert avait assuré que l'intervention publique devait permettre d'inciter le plus grand nombre d'agriculteurs à prendre des assurances récolte. Mais il avait ajouté qu'« en abaissant les seuils (de déclenchement de 30 % à 20 % de dégâts sur les cultures, NDLR), les contrats seraient certes plus protecteurs mais également plus coûteux pour les agriculteurs et conduiraient à des effets d'aubaine pour ceux, déjà assurés, qui ont actuellement recours à des extensions de garanties non subventionnables. Pour ces différentes raisons, je ne donnerai pas suite aux demandes formulées dans le cadre de cette période de programmation ».

« Mais qui gouverne ? »

« Nous déplorons tous les délais d'instruction des dossiers d'**unités de méthanisation**. Mais qui gouverne ? » a aussi critiqué Christiane Lambert. « Sur le **Mercosur**, jamais nous n'accepterons la comparaison entre nos exportations de produits aux normes et de qualité avec l'importation d'animaux nourris aux activateurs de croissance ! Nous espérons que la négociation va échouer sur d'autres sujets, pour nous éviter des accords scélérats. »

Une heure auparavant, la présidente de la FNSEA, pour qui il s'agissait aussi du premier congrès en tant que présidente du **syndicat majoritaire**, avait dressé un inventaire à la Prévert des revendications du syndicat : **zones défavorisées**, négociations de **l'accord UE-Mercosur**, **charges sociales**,

réforme de la Pac...

Sur le projet de loi issu des États généraux de l'alimentation, la méfiance semble grandir à mesure que les discussions progressent. Sur la redistribution aux producteurs des fruits de la hausse annoncée du **seuil de revente à perte**, Stéphane Travert veut « faire le pari de la morale et de la parole donnée ». Mais, tant que ces marges supplémentaires ne seront pas parvenues effectivement dans les prix d'achat aux producteurs, ces derniers peineront – à juste titre – à faire confiance à certains distributeurs ayant déjà largement piétiné leur engagement, signé en novembre devant le ministre, pour des négociations commerciales plus « responsables ».

À lire aussi : [Congrès 2018 de la FNSEA - Sans nouvelles réponses, Stéphane Travert déçoit vivement](#)

Les agriculteurs de la FNSEA pouvaient aussi s'attendre à des précisions concernant le grand plan d'investissement de 5 milliards d'euros pour le développement des filières agricoles et agroalimentaires. Mais à la question bien concrète de savoir si ces 5 Mds€ seront bien constitués « d'argent frais » et non d'un recyclage d'enveloppes déjà existantes, la réponse du ministre reste évasive.

Plus largement, les agriculteurs de la FNSEA s'étaient peut-être habitués, avec les précédents ministres de l'agriculture, à entendre quelques « annonces » exclusives pour leur congrès annuel. Mais cette méthode ne semble pas intégrée au « logiciel Macron ». Et Stéphane Travert a globalement prononcé ce que les agriculteurs avaient pu entendre lors des vœux du chef de l'État au monde agricole dans le Puy-de-Dôme en janvier dernier, le ton convaincant en moins.

Neuf mois après le début de l'ère Macron, les agriculteurs, confrontés à des difficultés nécessitant des mesures rapides, semblent de plus en plus las des discours de pédagogie et, diront ceux les plus en difficulté, des discours tout court.

Nous croyons possible de repenser un projet agricole européen autour de 3 axes: compétitivité, durabilité et la résilience ! En simplifiant partout où cela est possible ! [@ChLambert_FNSEA #congresfnsea2018 pic.twitter.com/Pn9vm2sXj5](#)

— La FNSEA (@FNSEA) 29 mars 2018